

29 mai 2019

(19-3709)

Page: 1/4

Comité des obstacles techniques au commerce

SÉANCE THÉMATIQUE SUR LA TRANSPARENCE

18 JUIN 2019 (APRÈS-MIDI)-19 JUIN 2019

Projet de programme

À l'issue du huitième examen triennal, les Membres sont convenus de continuer à tenir des séances thématiques conjointement avec les réunions ordinaires du Comité, en vue d'approfondir davantage ses échanges de données d'expérience sur des sujets spécifiques, et de tenir, en juin 2019¹, une séance sur la transparence, y compris la neuvième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements.²

À sa réunion des 6 et 7 mars 2019, le Comité OTC est convenu de tenir la séance thématique sur la transparence sur un jour et demi, à compter de l'après-midi du mardi 18 juin 2019, et de diffuser la séance sur Internet. Un avant-projet de programme pour la séance thématique, articulé autour des recommandations relatives à la transparence issues de l'examen triennal et des propositions spécifiques formulées par les Membres, a été distribué le 19 mars 2019³ et révisé à nouveau⁴ compte tenu des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion informelle du Comité du 29 avril 2019 et de quelques propositions additionnelles à l'intention des intervenants.⁵ Cette révision prend en compte les autres propositions reçues à ce jour. La version finale sera distribuée avant la session thématique et tiendra compte de toutes observations ou propositions additionnelles.

La séance thématique sera modérée par: *à confirmer*.

1 FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DES POINTS D'INFORMATION

- a. Renseignements actualisés communiqués par le Secrétariat sur la confirmation des coordonnées du point d'information.⁶
- b. **Chine:** *Les mécanismes de fonctionnement de la Chine en ce qui concerne la transparence des OTC*, Yang Song, Directeur, Centre national de notification et d'information OTC/SPS de la République populaire de Chine.⁷
- c. **Kenya:** *L'expérience du Kenya en matière de gestion des notifications et des observations*, intervenant à confirmer.⁸
- d. **Taipei chinois:** *Expérience pratique du traitement des demandes*, Li-Yu Wei, spécialiste technique, Bureau des normes, de la métrologie et de l'inspection.⁹

¹ [G/TBT/41](#), paragraphe 8.2 a) iv), note de bas de page 296.

² [G/TBT/1/Rev.13](#), paragraphe 5.8.1.

³ [JOB/TBT/303](#).

⁴ [JOB/TBT/303/Rev.1](#).

⁵ [JOB/TBT/273/Rev.3](#), paragraphes 3.1 et 3.2.

⁶ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19 a) i).

⁷ [JOB/TBT/307](#).

⁸ [JOB/TBT/315](#).

⁹ [JOB/TBT/308](#).

- e. **Jamaïque:** *Utilisation concrète des points d'information et des outils Internet pour répondre aux demandes de renseignements des PME sur l'accès aux marchés,* Ester Williams, chef d'équipe, Direction générale du commerce régional et international, Bureau des normes de la Jamaïque.¹⁰
- f. **États-Unis:** *Comment la communication entre points d'information peut être utilisée pour réduire, préciser et résoudre des préoccupations commerciales spécifiques,* MaryAnn Hogan, Point d'information des États-Unis, Institut national des normes et de la technologie.¹¹

2 ÉTABLIR SI UNE MESURE DEVRAIT ÊTRE NOTIFIÉE AU TITRE DE L'ACCORD SPS ET/OU DE L'ACCORD OTC¹²

- a. *Présentation du Secrétariat sur la portée des Accords SPS et OTC et les aspects procéduraux concernant la notification des mesures qui pourraient contenir des éléments pertinents relevant des deux Accords.*
- b. **Brésil:** *L'expérience du Brésil en matière de notification des mesures contenant des éléments relevant aussi bien de l'Accord SPS que de l'Accord OTC, représentant d'Inmetro.*¹³
- c. **Brésil:** *L'expérience du Brésil en matière de notifications reçues de mesures contenant des éléments relevant aussi bien de l'Accord SPS que de l'Accord OTC, représentant du Département des négociations non tarifaires, Ministère de l'agriculture.*¹⁴
- d. **Canada:** *Données d'expérience du Canada concernant les règlements contenant des éléments relevant à la fois de l'Accord SPS et de l'Accord OTC de l'OMC, Emma Pagotto, analyste, Agence canadienne d'inspection des aliments.*¹⁵

3 MESURES ET NOTIFICATIONS DES MEMBRES: SUIVI ET RÉACTION DES MEMBRES

- a. Accès aux renseignements sur les mesures OTC et les notifications
 - i. *Mise à jour du Secrétariat de l'OMC sur le système d'alerte ePing pour les notifications SPS/OTC.*¹⁶
 - ii. *L'initiative sur les mesures non tarifaires: Améliorer la transparence dans les domaines des mesures SPS et des OTC, Christian Knebel, CNUCED.*¹⁷
 - iii. *Le Service d'assistance en ligne pour le commerce mondial: un guichet unique pour les renseignements relatifs au commerce, Mathieu Loridan, ITC.*¹⁷
- b. **Australie:** *Améliorer la transparence et traiter le problème des obstacles non tarifaires (ONT): l'expérience de l'Australie, intervenant à confirmer.*¹⁸
- c. **Union européenne:** *L'implication des parties prenantes dans les notifications OTC: l'expérience de l'UE, Céline Zaimoglu, Coordinatrice du point d'information de l'UE sur les OTC.*¹⁹

¹⁰ [JOB/TBT/311](#).

¹¹ [JOB/TBT/305](#).

¹² [JOB/TBT/283](#); [JOB/TBT/273/Rev.3](#), paragraphe 3.1 b).

¹³ [JOB/TBT/283](#).

¹⁴ [JOB/TBT/283](#).

¹⁵ [JOB/TBT/318](#).

¹⁶ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19 a) ii).

¹⁷ [JOB/TBT/313](#).

¹⁸ [JOB/TBT/306](#).

¹⁹ [JOB/TBT/314](#).

- d. **Viet Nam:** *L'expérience du Viet Nam en ce qui concerne le traitement des notifications des Membres*, Phuong Nguyen Thi Mai, chef de la division "Notifications et point d'information", Bureau OTC du Viet Nam.²⁰
- e. **États-Unis:** *Utiliser un système d'alerte concernant les notifications OTC pour encourager le secteur privé à formuler des observations au sujet des notifications à l'OMC: expérience et pratique des États-Unis*, MaryAnn Hogan, Point d'information des États-Unis, Institut national des normes et de la technologie.²¹
- f. **États-Unis:** *Faire participer l'industrie au processus de notification des OTC afin de réduire les préoccupations commerciales*, Jamie Ferman, Département du commerce des États-Unis.²²
- g. **États-Unis:** *Avantages de l'utilisation d'outils tels que Notify U.S. et ePing par l'industrie*, Francine Lamoriello, Vice-Présidente exécutive, Stratégies mondiales, Personal Care Products Council (PCPC).²³
- h. **Ouganda:** *Utilisation d'ePing par le point d'information pour diffuser les projets de mesures SPS et OTC et coordonner leur examen en Ouganda*, George Opiyo, Office national de normalisation de l'Ouganda.²⁴
- i. **Trinité-et-Tobago:** *Faciliter le respect de l'Accord OTC grâce à l'utilisation d'ePing*, Janelle Teemal, Office de normalisation de la Trinité-et-Tobago.²⁵

4 TRAITEMENT DES OBSERVATIONS: DIFFUSION DES OBSERVATIONS ET DES RÉPONSES À TITRE VOLONTAIRE

- a. **Union européenne:** *Pratique de l'UE en matière de communication au moyen d'outils en ligne d'observations et de réponses quant au fond*, Céline Zaimoglu, Coordinatrice du point d'information OTC de l'UE.²⁶
- b. **États-Unis:** *Comment les États-Unis évaluent et intègrent les observations reçues dans le processus d'élaboration des règles*, Ravi Bharwani, Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis.²⁷

5 NOTIFICATION ET DISPONIBILITÉ DES TEXTES DÉFINITIFS ADOPTÉS:

- a. *Discussion sur le nouveau modèle pour les addenda sur la base du projet du Secrétariat de l'OMC.*²⁸
- b. *Renseignements actualisés du Secrétariat concernant la compilation des sites Web des Membres contenant les textes définitifs des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité.*²⁹

6 COOPÉRATION TECHNIQUE

- a. **États-Unis:** *Avis et observations, et coopération sur d'autres bonnes pratiques relatives à la transparence: l'expérience des États-Unis en matière de coopération dans le cadre des dialogues commerciaux et d'autres initiatives*, Sigrid Simpson, Spécialiste

²⁰ [JOB/TBT/312](#).

²¹ [JOB/TBT/305](#).

²² [JOB/TBT/316](#).

²³ [JOB/TBT/316](#).

²⁴ [JOB/TBT/309](#).

²⁵ [JOB/TBT/317](#).

²⁶ [JOB/TBT/280](#); [JOB/TBT/273/Rev.3](#), paragraphe 3.1 a); [JOB/TBT/314](#).

²⁷ [JOB/TBT/305](#).

²⁸ [JOB/TBT/304](#); un projet sera distribué avant la session thématique.

²⁹ [JOB/TBT/41](#), paragraphe 6.19 e) iii) et iv).

principale du commerce international, Bonnes pratiques réglementaires, Département du commerce des États-Unis.³⁰

- b. **États-Unis:** *Expérience acquise dans le contexte de l'aide aux points d'information en Afrique par l'intermédiaire de Standards Alliance*, Leslie McDermott, Directrice, Développement international, Institut national de normalisation des États-Unis.³¹

7 DISCUSSIONS FACILITÉES EN PETITS GROUPES

7.1. L'objectif de la séance en petits groupes est de permettre aux délégations d'échanger des renseignements dans un cadre plus interactif et de tirer parti de l'expérience acquise par le grand nombre de points d'information et d'autorités de notification qui seront présents, notamment des pays en développement et des PMA.³² Les délégués seront invités à se joindre aux groupes de discussion. Chaque groupe discutera d'un sujet pendant environ une heure, avec l'aide d'un animateur (noms à confirmer). Les groupes se réuniront ensuite de nouveau en séance plénière, pendant lesquelles les animateurs présenteront à l'oral un bref résumé (cinq minutes) des discussions de leur groupe. Le Président donnera la parole à ceux qui souhaitent poser des questions ou formuler des observations complémentaires.

7.2. Sujets de discussion:

- **Qualité des notifications (salle E):** Comment améliorer la qualité et le contenu des notifications (par exemple les difficultés et les solutions possibles en ce qui concerne l'identification des codes SH/ICS, la notification des réglementations contenant des éléments SPS et OTC, l'indication des écarts par rapport aux normes internationales, l'accès aux projets/textes définitifs et à d'autres documents pertinents sous format électronique, la coordination interinstitutionnelle, etc.).
- **Parties prenantes (salle D):** Comment faire participer les parties prenantes à l'évaluation et au suivi des notifications reçues (par exemple utilisation d'ePing et d'autres outils en ligne, utilisation de mécanismes de coordination, contacts avec les associations professionnelles, etc.).
- **Communication (salle S2):** Comment améliorer la communication entre les points d'information parmi les Membres afin d'apaiser les tensions commerciales (par exemple en facilitant la circulation de l'information afin d'anticiper des préoccupations commerciales spécifiques, en utilisant éventuellement des outils en ligne tels que ePing, en assurant la continuité institutionnelle, etc.).

8 CLÔTURE (EN SÉANCE PLÉNIÈRE)

8.1. Le modérateur fera un résumé oral de la session thématique.

³⁰ [JOB/TBT/305](#).

³¹ [JOB/TBT/305](#).

³² Le Secrétariat de l'OMC organise un atelier d'une semaine sur la transparence dans le domaine des OTC à l'intention des points d'information et des autorités chargées des notifications des pays en développement et des PMA, qui se tiendra parallèlement aux réunions du Comité OTC en juin. Les participants à l'atelier assisteront à certaines parties des réunions du Comité, notamment la session thématique sur la transparence.